

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOURI'VRAI (ex RICHARD-ex HUTTEPAIN BOUIX)

Vaugoust
72170 Piacé

Références : 2025-566_INSP_NOURI'VRAI – Piacé_RAP
Code AIOT : 0006305801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement NOURI'VRAI (ex RICHARD-ex HUTTEPAIN BOUIX) implanté Vaugoust 72170 Piacé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOURI'VRAI (ex RICHARD-ex HUTTEPAIN BOUIX)
- Vaugoust 72170 Piacé
- Code AIOT : 0006305801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de fabrication d'aliments pour animaux (ruminants, porcs et volailles) produit de 65 à 70 000 t/an soit une production journalière de 250 à 320 t/jour. L'activité a été autorisée le 20 août 2010 au nom de la société HUTTEPAIN-BOUIX pour une production de 344 t/jour.

En 2020, le site a été repris par un nouvel exploitant, la société RICHARD. Le site a changé de raison sociale depuis le 1 juillet 2020 et est devenu "NOURI'VRAI". Le siège de l'établissement est à BESSE-SUR-BRAYE. Il fait partie du groupe LDC.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
7	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
8	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.2.4	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.5	Levée de mise en demeure
3	Émissions et envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 3.1.5	Levée de mise en demeure
4	Formation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.3	Sans objet
9	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
10	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
13	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
14	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
15	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure n°DCPPAT 2023-0017 du 27 janvier 2023 de NOURI'VRAI à Piacé sur le suivi des installations électriques et sur les envols de poussières peut être levée.

La visite a permis d'aborder les suites de la visite du 02/12/2022 sur : la formation des agents du site (risque chimique, la sensibilisation aux risques du site et la connaissance des consignes de sécurité), le plan des réseaux, les dispositions relatives à la protection contre la foudre et l'état des matières stockées.

Par courrier 31/03/2023, l'exploitant a apporté une réponse à ces constats.

L'inspection retient que l'exploitant a justifié qu'il assure la formation des agents du site et des intérimaires sur les risques du site.

Les dispositifs de protections contre la foudre sont bien suivis avec des contrôles annuels et une vérification mensuelle du compteur foudre. Suite au rapport de vérification complète de 2024, l'exploitant devra justifier que le compteur foudre de son site est opérationnel.

L'état des matières stockées répond aux attentes réglementaires et paraît répondre aux attentes opérationnelles en cas d'accident sur site.

L'exploitant devra apporter des améliorations sur son plan de réseaux.

La visite a également permis d'aborder les moyens de lutte contre l'incendie du site et les moyens de confinement.

L'exploitant n'a pas évalué les besoins en eau du site en cas d'incendie et donc le volume de confinement des eaux nécessaires.

L'exploitant a affirmé que l'utilisation de la rivière en bordure du site permettrait de couvrir les besoins en eau du site. Il est alors demandé à l'exploitant d'évaluer les besoins en eau du site et de solliciter l'avis du Service Départemental d'Intervention et de Secours (SDIS) de la Sarthe sur cette proposition d'approvisionnement en eau.

Parallèlement, l'exploitant évaluera le volume de confinement d'eau incendie nécessaire et proposera une solution de confinement sur site.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer le confinement des eaux incendie sur son site.

Enfin, lors de la visite, des travaux en toitures étaient en cours. L'exploitant a présenté le plan de prévention et un permis-feu en date du 01/10/2025 relatifs à ces travaux.

Ces documents paraissent répondre aux attentes réglementaires.

Cependant, l'exploitant doit apporter des justifications supplémentaires sur l'identification des zones ATEX de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats : Par courrier du 01 juillet 2020, la société NOURI'VRAI a déclaré la prise en charge de l'exploitation de la société RICHARD à Piacé. Il est demandé aux services de la préfecture de prendre acte de cette déclaration de changement d'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20/08/2010 :</u> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conformes aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...] <u>Article 1 de la mise en demeure du 27/01/2023 :</u> La société NOURI'VRAI, dont le siège social se situe au lieu-dit "Le Moulin Barbier" 72310 Bessé-sur-Braye, exploitant des installations de fabrications d'aliments pour animaux, au lieu-dit "Le Moulin de Vaugoust" sur la commune de Piacé (72170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.5 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé dans les délais impartis ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté. Pour le respect des articles précités, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai maximal de 5 mois : pour le respect de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé, procéder aux actions correctives listées par l'organisme de vérification des installations électriques. Pour justifier des actions correctives réalisées et mesures prises pour le suivi de ces actions, l'exploitant transmet :<ul style="list-style-type: none">- le rapport Q18 concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion ou tout autre

justificatif au moins équivalent démontrant que les installations ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion,

- la présentation des mesures prises pour un suivi efficace des observations/non-conformités de l'organisme de contrôle avec les mesures correctives prises ;

[...]

Constats :

Constat N°3 de la visite du 02/12/2022 :

Pour répondre à ce constat en 2019, l'exploitant a transmis une copie de la liste des observations faites en 2018 annotée de manière manuscrite pour justifier que ces observations font l'objet d'une prise en compte.

Le 2 décembre 2022, l'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification Q18 des installations électriques du 11/01/2021 réalisé par l'Apave pour son intervention du 17/12/2020 au 18/12/2020 qui conclut sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. En annexe confidentielle, figurent les points de non-conformité ou anomalies constatées et préconisations associées ;
- le rapport de vérification Q18 des installations électriques du 4/01/2022 réalisé par l'Apave pour son intervention du 3/01/2022 au 4/01/2022 qui conclut sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. En annexe confidentielle, figurent les points de non-conformité ou anomalies constatées et préconisations associées ;
- le rapport de vérification des installations électriques du 4/01/2022 réalisée par l'Apave. Il a été relevé 24 observations ou non conformités. L'exploitant a indiqué qu'il a repris le site en 2020. Depuis, il déclare avoir procédé à la remise en état de certains équipements. Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif d'enregistrement et de prise en compte efficace des observations/ non-conformités pour lesquelles il doit réaliser des actions correctives. Il s'avère que des constats faits en 2020 (cf Q18 du 11/01/2021) sont repris dans le Q18 du 4/01/2022, signifiant que les actions correctives n'ont pas été réalisées. Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé si l'extincteur inapproprié à un feu d'origine électrique du poste haute tension a été changé. L'exploitant a répondu négativement.

L'exploitant doit :

- **mettre en place un dispositif d'enregistrement et de suivi des observations/ non-conformités du rapport de vérification permettant de justifier clairement les actions correctives (trace écrite des éventuelles mesures correctives prises). Par exemple, en listant dans un tableau la date de signalement de ces observations et non conformités, la nature des actions correctives menées avec la date et l'identité de l'intervenant, les références éventuelles des documents associés (factures, ...), la validation par une personne responsable dans l'établissement.... ;**
- **procéder ou faire procéder aux actions correctives listées par l'Apave ;**
- **demander à l'organisme de contrôle de compléter la prestation de vérification et/ou justifier de la vérification des effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral.**

Pour justifier le respect de cet article, l'exploitant transmet :

- **le rapport Q18 concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion ou tout justificatif au moins équivalent,**
- **la présentation des mesures prises pour un suivi efficace des observations/ non-conformités de l'organisme de contrôle avec les mesures correctives prises.**

Constat de la présente visite :

Suite au constat N°3 de la visite de 2022, la mise en demeure n°DCPPAT 2023-0017 du 27 janvier

2023 a été adressée à l'exploitant exigeant le respect de la prescription de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010, sous un délai de 5 mois.

L'exploitant a répondu à la mise en demeure par courrier en date du 23/02/2023 avec :

- Annexe 1 : les feuilles d'attachement d'un organisme extérieur détaillant les opérations de mises en conformités réalisées afin de lever les observations du rapport de vérification électrique de 2022,
- Annexe 2 : le certificat Q18 de la vérification des installations électriques du 10/01/2023 concluant que les installations du site ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion,
- Annexe 3 : un plan d'actions sur le suivi de la mise en conformité des observations des rapports de contrôle de 2021 et 2022.

Au vu des justificatifs apportés par l'exploitant pour répondre au premier point de la mise en demeure du 27 janvier 2023, ce point peut être levé.

En complément, lors de la présente visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérifications périodiques de 2024. Le certificat Q18 conclut que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a également présenté le tableau de suivi des observations des installations électriques de l'année en cours.

Le certificat Q18 de l'établissement présenté par l'exploitant indique :

"Pour des raisons d'exploitation et à la demande de l'exploitant, les examens et essais suivants n'ont pu être réalisés que partiellement :

* mise hors tension des sources, mais a été effectuée par l'entreprise ERE le 24/10/2020.

* test de fonctionnement des dispositifs différentiels résiduels. La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.

Faire réaliser les compléments nécessaires".

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à programmer un contrôle avec une mise hors tension des sources lors du prochain contrôle.

Les compléments nécessaires sur les tests de fonctionnement des dispositifs différentiels résiduels devront également être réalisés afin que le contrôle soit considéré comme complet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Émissions et envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 3.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents

Prescription contrôlée :

Article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20/08/2010 :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les

équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs ...).

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/01/2023 :

La société NOURI'VRAI, dont le siège social se situe au lieu-dit "Le Moulin Barbier" 72310 Bessé-sur-Braye, exploitant des installations de fabrications d'aliments pour animaux, au lieu-dit "Le Moulin de Vaugoust" sur la commune de Piacé (72170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.5 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé dans les délais impartis ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté. Pour le respect des articles précités, l'exploitant doit :

[...]

- dans un délai maximal de 6 mois : réaliser les aménagements de confinement, d'aspiration, et de réparation nécessaires pour éviter ou strictement limiter les émissions de poussières dans les locaux du fait des installations de manipulations, de transvasement, et de transport de produits pulvérulents, conformément à l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé. Pour justifier des actions menées pour éviter ou limiter strictement les émissions de poussières, l'exploitant présente les travaux réalisés accompagnés, autant que de besoin, des factures correspondantes, photographies,... Il fait procéder au nettoyage des parois, tuyauteries, équipements sur lesquels les couches de poussières se sont accumulées ;

Constats :

Constat N°13 de la visite du 02/12/2022 :

Lors de l'inspection faite en 2019, il avait été constaté la présence de couches de poussières. Depuis, le nouvel exploitant a réalisé des travaux visant à remettre en état des équipements de production.

Ainsi, il a indiqué avoir demandé un devis pour l'aménagement du poste de chargement vrac 1. Ce poste permet de remplir un chargement par camion, via une goulotte. Ce poste se situe dans le bâtiment de stockage et d'exploitation (ensachage). En cas de remplissage d'un camion, de la poussière est émise dans ces locaux, du fait de l'absence d'équipement permettant de prévenir les envols de poussières dans les locaux. Il n'y a pas d'aspiration d'une part, et, d'autre part, les bandes translucides qui entouraient a priori ce poste, ne sont plus en mesure de limiter les envols (ne descendent pas suffisamment pour entourer la zone de chargement).

Au niveau de la presse n°3, à l'étage 1, un équipement percé à l'emplacement de la descente de produit pulvérulent, conduit à de l'émission de poussières se dispersant dans l'atelier de production. Plusieurs équipements ne sont plus étanches ou suffisamment capotés. De ce fait, malgré les opérations de nettoyage que déclare effectuer l'exploitant, lors des opérations de manipulation et de transvasement, la poussière s'accumule sur les parois, tuyauteries, équipements divers.

L'exploitant doit réaliser les aménagements de confinement, d'aspiration, et de réparations nécessaires pour éviter ou strictement limiter les émissions de poussières dans les locaux du fait des installations de manipulation, de transvasement, et de transport de produits pulvérulents.

Il fait procéder au nettoyage des parois, tuyauteries, équipements sur lesquels les couches de poussières se sont accumulées.

Un projet d'arrêté de mise en demeure rappelant ces obligations va être proposé au préfet.

Constat de la présente visite :

Suite au constat N°13 de la visite de 2022, la mise en demeure n°DCPPAT 2023-0017 du 27 janvier 2023 a été adressée à l'exploitant exigeant le respect de la prescription de l'article 31.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 sous un délai de 6 mois.

L'exploitant a répondu à la mise en demeure par courrier en date du 23/02/2023 avec :

- Annexe 4 : un devis de l'investissement prévu dans une aspiration au chargement vrac PONT 1,
- un programme de la réparation de la presse 3 (révision de la porte et remplacement du carter de la trappe de visite d'alimentation) programmée pour mai 2023,
- un programme de dépoussiérage complet de l'usine après mis en œuvre des travaux de réduction des poussières pour mai et juin 2023.

Par courriel du 07/07/2023, l'exploitant a envoyé les photographies suivantes :

- photos du carter : modifications de la trappe de visite d'alimentation du carter au niveau de la presse 3 et révision de la porte afin de confiner la matière et limiter les envols de poussières,
- photos du poste de chargement - pont 1 : présentation du mécanisme d'aspiration au niveau du poste de chargement,
- photos de l'usine : usine propre après le programme de nettoyage.

Suite à la visite, l'exploitant a envoyé la facture d'intervention de la mise en place du système d'aspiration du pont 1.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de nettoyage du site. L'usine est divisée par zones de nettoyage, des responsables d'équipes ont la charge de la propreté des zones.

Les agents utilisent un système d'aspiration centralisé pour le nettoyage. Des balais sont utilisés pour le granulé (pas d'enjeu d'envols de poussières).

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'usine était bien entretenue.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Exercices périodiques

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

<p>Constats :</p> <p><u>Constat N°9 de la visite du 02/12/2022 :</u> Entre 2019 et 2022, il y a eu un changement d'exploitant et du renouvellement de personnel.</p> <p>Le 02/12/2022, l'exploitant a indiqué que certaines formations nécessitent un renouvellement (formation au maniement des extincteurs par exemple).</p> <p>En retour du présent rapport, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des formations mises en place ou prévues sur les risques inhérents des installations industrielles (principalement incendie et explosion), en indiquant, pour chaque formation (par exemple maniement des extincteurs, mise en œuvre des consignes en cas d'incendie...), la qualité des personnes devant la suivre (exemple : les opérateurs y compris intérimaires) ; - les mesures prises pour la réalisation des formations par le personnel concerné (exemple, formation dès l'embauche, plan de formation et de recyclage...) ; - les mesures prises pour la réalisation d'exercices ou d'entraînement d'application des consignes. <p><u>Constat de la présente visite :</u> L'exploitant a répondu au constat N°9 par courrier reçu le 31/03/2023, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 5 : un tableau de suivi des formations extincteurs des agents du site, - Annexe 6 : une feuille de présence d'une formation et sensibilisation interne du 29/03/2023 sur le risque ATEX, le risque chimique, l'enjeu hygiène-HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) et les contrôles à réception, - Annexe 7 : le contenu de la formation ATEX. <p>En compléments des justificatifs transmis par l'exploitant, lors de la visite, l'exploitant a confirmé que les intérimaires recevaient une journée d'accueil comprenant les formations de sensibilisation adéquates.</p> <p>Dans la situation d'un incendie sur site, l'exploitant a expliqué avoir mis en place des "fiches mission" sur les démarches à suivre pour chacun des postes. Les fiches sont affichées dans l'usine.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, alimentation en eau et collecte des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ;

<ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...) ; - les ouvrages d'épuration internes avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p><u>Constat N°10 de la visite du 02/12/2022 :</u></p> <p>L'exploitant indique que le site date de 1960 et qu'aucun plan des réseaux n'a été établi. Le plan transmis pour répondre au point de contrôle n°1 ci-avant, n'est pas daté, ne comporte pas les réseaux d'alimentation, ni de collecte. L'exploitant a fait apparaître de manière manuelle (stylo rouge) certains ouvrages (fosses toutes eaux, filtre à sable, séparateur hydrocarbure, sanitaires, chaufferie).</p> <p>L'exploitant fait procéder à la réalisation d'un plan de l'établissement qui réponde à l'article 4.2.2. Il présente en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, les mesures prises en ce sens avec échéancier de réalisation.</p> <p><u>Constat de la présente visite :</u></p> <p>L'exploitant a répondu au constat N°10 par courrier reçu le 31/03/2023 en indiquant être en contact avec un bureau d'études et visant la réalisation d'un plan des réseaux pour décembre 2023.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le plan des réseaux du site. Les eaux pluviales, les eaux usées et les eaux de voirie y sont représentées.</p> <p>L'inspection a questionné l'exploitant sur la présence de séparateurs d'hydrocarbures pour les eaux de voiries.</p> <p>L'exploitant a répondu que 2 cercles côté Nord du plan était en réalité 2 séparateurs d'hydrocarbures. Aucune légende n'était associée à ces figures et aucun réseau n'est relié à ces figures.</p> <p>=> l'exploitant indiquera la présence des séparateurs d'hydrocarbures sur le site.</p> <p>Sur le plan, les points de rejets ne sont pas indiqués.</p> <p>=> l'exploitant identifiera les points de rejets du site sur son plan de réseaux.</p> <p>Il apparaît que le circuit des eaux de voiries n'est pas clairement identifié sur le plan.</p> <p>=> l'exploitant clarifiera ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 30 jours, l'exploitant mettra à jour son plan des réseaux en prenant en compte les observations détaillées dans le constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>
<p>N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.4</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Définition des moyens en lutte incendie du site
Prescription contrôlée : <u>Article 11.4. Conformité au dossier de demande d'autorisation</u> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. <u>Étude de dangers (déposé en octobre 2012) :</u> page 111/115 : "Le site se situe le long d'une rivière. Elle peut servir pour les éventuels besoins en eau du site sur proposition des services d'incendie et de secours."
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir évalué les besoins en eau incendie de son site. => l'exploitant évaluera les besoins en eau incendie de son site. L'exploitant a ajouté que la rivière permettrait de répondre aux besoins en eau en cas d'incendie sur le site. => l'exploitant sollicitera le service départemental d'intervention et de secours (SDIS) de la Sarthe sur le moyen de lutte contre l'incendie retenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 30 jours : 1- l'exploitant évaluera les besoins en eau incendie de son site, 2- l'exploitant sollicitera le service départemental d'intervention et de secours (SDIS) de la Sarthe sur le moyen de lutte contre l'incendie retenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, protection des milieux récepteurs
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou isolés du milieu naturel.
Constats : Le site ne possède pas de bassin de confinement des eaux incendie. L'exploitant a expliqué avoir envisagé l'utilisation de la fosse au pied de l'élévateur des matières

premières pour confiner les eaux incendie du site. L'exploitant a évalué le volume de la fosse à 215 m³ environ.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que la fosse paraissait étanche (parois et sol en béton). Il a également été constaté que les moteurs de l'élévateur se trouvaient à hauteur d'homme à l'intérieur de cette fosse.

L'inspection apporte les observations suivantes :

- l'exploitant est tenu d'évaluer les besoins en eau incendie de son site (renvoi constat N°6) pour pouvoir évaluer le volume de confinement des eaux incendie,
- la fosse n'a pas été construite pour accueillir des eaux incendie. En fonction du positionnement du feu, les eaux incendie ne ruisselleront pas gravitairement vers la fosse. Au vu de la topographie du site, l'exploitant estime qu'en cas d'utilisation d'eaux incendie sur la moitié sud-ouest du site, l'eau serait recueillie par la fosse,
- si la fosse est retenue comme un moyen de confinement des eaux incendie du site, une réflexion devra être réalisée sur l'alimentation électrique des moteurs présents dans la fosse,
- en l'absence de réseaux dédiés au risque incendie, l'exploitant doit s'assurer que les réseaux susceptibles d'accueillir les eaux incendie (les réseaux d'eaux pluviales particulièrement) peuvent confiner les eaux incendie sur le site. Par exemple, en installant des vannes de confinement au niveau des points de rejets du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de l'inspection :

- 1- sous un délai de 30 jours, l'exploitant évaluera le volume de confinement des eaux incendie nécessaire sur site,
- 2- sous un délai de 6 mois, l'exploitant présentera un plan d'actions sur la solution de confinement retenue et établira un plan d'actions de sa mise en œuvre avec un échéancier,
- 3- sous un délai de 6 mois, l'exploitant établira une procédure cas d'urgence/stratégie d'intervention correspondant à la solution de confinement retenue,
- 4- sous un délai de 12 mois, l'exploitant procédera aux travaux nécessaires au confinement des eaux incendie du site.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer le confinement des eaux incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, vérifications annuelle et tous les deux ans des dispositifs de protection

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de

protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître le nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Les dispositions du présent article sont applicables aux installations au 1er janvier 2012. Durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

[...].

Constats :

Constat N°11 de la visite du 02/12/2022 :

"L'exploitant a présenté :

- une étude technique et notice de vérification et de maintenance datée du 29/05/2012 de l'APAVE.

Le système de protection contre la foudre serait décrit au §4 de ce document. Les modalités de vérification et maintenance visuelles (tous les ans) et complètes (tous les deux ans) sont listées aux § 3 et 4;

- un rapport d'intervention de BCM Foudre du 9/12/2020 qui a priori correspond à une vérification complète. Il apparaît que certains documents n'ont pas été transmis pour ce contrôle (notice de vérification et de maintenance, plan d'implantation des protections, carnet de bord);
- un bon de commande d'intervention du 13 septembre 2022 de la société BCM Foudre pour un contrôle en 2022. Ce bon a été accepté le 9/11/2022 par la société NOURI'VRAI. Le contenu de la vérification (vérification annuelle visuelle ou vérification complète) n'apparaît pas de manière explicite.

L'inspection des installations classées rappelle que l'établissement doit remettre à l'organisme compétent en charge de l'intervention, l'ensemble des documents nécessaires.

Le rapport d'intervention du 09/12/2020 paraît incomplètement renseigné : en page 2, il a été constaté qu'aucun des documents cités n'a été coché par l'organisme de contrôle, sans explication.

Il apparaît que la visite annuelle visuelle à réaliser en 2021 n'a pas été faite. L'exploitant ne dispose pas de carnet de bord.

Par ailleurs, 5 coups de foudre ont été enregistrés sur le compteur du site. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les actions mises en œuvre à la suite de ces enregistrements (qui datent peut-être d'avant 2020).

L'exploitant doit :

- mettre en place un carnet de bord;
- prévoir la mise à disposition de l'organisme compétent des documents nécessaires au contrôle (notice de vérification et maintenance, plan d'implantation des protections, carnet de bord);
- s'assurer d'une vérification complète en 2022 selon la notice de vérification et de maintenance, et prévoir une vérification visuelle en 2023 conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral;
- faire réaliser une vérification visuelle en cas de coup de foudre enregistré par un organisme compétent, un mois maximum après le coup de foudre, et, si besoin, procéder à la remise en état des équipements, dans un délai d'un mois.

Il précise en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, les mesures prises pour respecter les dispositions ci-dessus, et confirme la réalisation d'une vérification complète en 2022.

Constat de la présente visite :

L'exploitant a répondu au constat N°11 par courrier reçu le 31/03/2023, avec :

- l'information que le carnet de bord du site et la notice de vérification et maintenance ont été créés et mis à disposition de l'organisme de contrôle,
- Annexe 9 : le rapport de vérification complète de l'installation le 20/12/2022 qui note l'ensemble des installations du système foudre comme conformes,
- l'information que la vérification visuelle de l'installation était planifiée pour 2023,
- Annexe 10 : le modèle du registre d'enregistrement des coups de foudre.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des systèmes de protection contre la foudre en date du 03/09/2024.

L'ensemble des installations contre la foudre sont notés conformes, à l'exception du compteur d'impact qui est noté comme inactif. L'exploitant a expliqué que le compteur foudre comptabilise

<p>5 impacts foudre depuis des années. => l'exploitant justifiera que le compteur foudre de son site est opérationnel. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de relevé des compteurs foudre sur la période de 03/2023 à 09/2025. Le compteur-foudre comptabilité 5 impacts, aucun nouvel impact n'a été relevé sur cette période.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera que le compteur foudre de son site est opérationnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, état des stockage y compris les matières combustibles non dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat N°12 de la visite du 02/12/2022 :</u> "L'exploitant n'a pas mis en place cet état des stocks qui concerne l'ensemble des produits dangereux et les matières combustibles non dangereuses (par exemple, stockage de palettes, d'emballages plastiques, papiers,...).</p> <p>En retour du présent rapport, il présente à l'inspection des installations classées, les mesures prises pour disposer de cet état des stocks permettant, entre autres au service d'incendie et de secours de disposer d'information sur la nature des produits dangereux et/ou combustibles entreposés dans les locaux de production."</p> <p><u>Constat de la présente visite :</u> L'exploitant a répondu au constat N°12 par courrier reçu le 31/03/2023 en indiquant : - l'état des stocks a été transmis par courriel le 08/12/22, - le plan avec localisation sur site du stockage des matières dangereuses a été transmis aux</p>

<p>pompiers,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la refonte de l'étude du risque chimique est prévue en 2023, les nouvelles modalités seront transmises aux services de secours par la suite. <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de l'état des stocks du site. Par sondage, l'inspection a pu constater la présence de palettes sur la zone nord du site ou les huiles en cuve sur la portion nord-est du site.</p> <p>Le plan détaille les pictogrammes des mentions de dangers des substances dangereuses et la quantité estimée sur le site. L'exploitant a ajouté que les zones de stockage de produits et la quantité restaient inchangés tout au long de l'année.</p> <p>L'inspection n'a pas abordé le sujet de l'étude de risque chimique du site lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des travaux sur site étaient en cours le jour de la visite.</p> <p>Une société extérieure a été mandatée pour remplacer la toiture de l'usine. Cette opération s'est répartie en 2 phases : la moitié sud de l'usine dans un premier temps puis la moitié nord de l'usine. Le jour de la visite, les travaux se déroulaient sur la moitié nord.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait de travaux de remplacement du bardage et de remplacement de la toiture (désamiantage). Ces travaux ont également permis d'améliorer le système de désenfumage (augmentation de la surface de désenfumage).</p> <p>Dans le cadre des travaux, l'exploitant a présenté le plan de prévention qui indique une période d'intervention du 09/09/2025 au 31/10/2025.</p> <p>Un travail par points chauds a eu lieu le 01/10/2025. Un permis-feu a alors été délivré pour l'utilisation de meuleuse et perceuse, en toitures de la zone de stockage des matières premières.</p> <p><u>Observation :</u> Le permis-feu fait directement un renvoi vers des mesures générales de prévention et de protection du plan de prévention.</p>

Le permis-feu ne détaille pas le matériel à mettre en place, l'adéquation de ce matériel avec les zones de dangers du site (zone ATEX ou risque incendie) ou encore les moyens de prévention précis (tels que la mise à disposition d'un extincteur à porter immédiate de la zone de travaux par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué avoir réalisé un travail de référencement des espaces confinés du site.

=> l'exploitant enverra à l'inspection ce référencement et le plan de zone associé.

L'objectif est de s'assurer que les équipements électriques répondent aux critères des zones ATEX du site.

L'exploitant a ajouté que la prochaine étape consiste à signaler ce zonage dans l'usine.

=> l'exploitant enverra un échéancier sur la mise en œuvre des actions menant à identifier les zones ATEX, à informer les agents sur les zones à risques et à prévenir les points chauds en installant les équipements et en mettant en œuvre les mesures adéquates.

Observation : l'inspection a constaté que les permis-feu était automatiquement délivré si un travail par points chauds était prévu en dehors de l'atelier d'entretien du site. Le permis feu n'est pas délivré en fonction des zones à risque du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de l'inspection :

1- sous un délai de 30 jours, l'exploitant enverra à l'inspection le référencement des espaces confinés et le plan associé,

2- sous un délai de 30 jours, l'exploitant enverra un échéancier sur la mise en œuvre des actions menant à identifier les zones ATEX, à informer les agents sur les zones à risques et à prévenir les points chauds en installant les équipements et en mettant en œuvre les mesures adéquates.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...] Constats : L'exploitant a bien établi un plan de prévention dans le cadre de réalisation de travaux par une entreprise extérieure. Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. Constats :

<p>Le plan de prévention présenté par l'exploitant comprend :</p> <p>1. un tableau d'analyse des risques associée aux phases d'activités correspondantes (par exemple : produits chimiques / poussières est associé à l'activité de meulage et d'exposition à l'amiante). Les mesures de prévention et de protection en fonction des risques et des phases d'activité sont identifiés. Enfin, l'entreprise en charge de la mise en œuvre de ces activités est indiquée.</p> <p>2. les mesures de prévention et de protection avec les moyens à mettre en œuvre en fonction des activités (par exemple : utilisation de lunette de protection pour les opérations de meulage).</p> <p>3. les instructions à donner aux travailleurs : "Les référents travaux des entreprises extérieures s'engagent à : - donner à leur personne les instructions définies dans le plan de prévention de manière compréhensible pour eux (notamment adaptation de la langue employée) et leur faire connaître l'ensemble du contenu du plan de prévention. Le personnel intervenant doit avoir, sur site, au moins un exemplaire par chantier et l'afficher."</p> <p>4. les numéros en cas d'urgence sont présents dans le plan de prévention, ils comprennent : le numéro du SAMU, le numéro des pompiers, le numéro du responsable de production et les numéros du service HSE.</p> <p>5. l'identification des sous-traitants de l'entreprise extérieure avec les responsables travaux, l'effectif et les phases des opérations réalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention identifie les entreprises sous-traitantes de l'entreprise extérieure. Des responsables de travaux pour chaque entreprise sont désignés. Ils ont la responsabilité de donner à leur personnel les instructions définies dans le plan de prévention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Les consignes du permis feu demande une inspection du lieu de travail et du voisinage pouvant être concerné par les projections d'étincelles ou transferts de chaleur pendant au moins 2 heures. Le permis feu du 01/10/2025 indique que le travail par points chauds s'est terminé à 17 h et qu'une ronde a été réalisée à 19 h.
Type de suites proposées : Sans suite